1947, selon lequel le Canada a la direction de toutes les entreprises communes de défense en terre canadienne, entreprises, dirai-je en passant, peu considérables et employant un personnel américain très peu nombreux.

Certains prétendent que ces dispositions constituent à elles seules une provocation à l'égard d'autres pays. Voilà une allégation bien connue à laquelle ont souvent eu recours les pays agresseurs par le passé pour intimider leurs victimes et les empêcher de s'unir en vue de se défendre. Les Nazis y ont eu recours avant la guerre, pour semer la confusion et le désarroi chez ceux qu'ils voulaient vaincre.

Eu égard à l'état présent des affaires internationales, ce serait sûrement le comble de la sottise que de ne pas prendre, de concert avec nos amis, les précautions qui paraissent essentielles à notre sécurité et à la leur en prévision d'une crise. Il doit être aussi évident que ces dispositions ne menacent personne, sauf peut-être ces gens qu'elles empêchent de commettre une agression. Enfin, elles ne sont incompatibles avec aucun des engagements que nous avons pris en vertu de la Charte des Nations Unies.

J'en arrive ainsi à une autre étape importante de mon exposé, et c'est la situation actuelle des Nations Unies.

Le Canada et les Nations Unies

Le rapport annuel sur les Nations Unies, que le Gouvernement soumettra au Parlement, est sous presse et j'espère le présenter sous peu à la Chambre. Il consistera, comme l'an dernier, dans l'exposé général des faits et gestes des Nations Unies, et portera particulièrement sur la deuxième session de l'Assemblée générale tenue à New-York. Je ne tenterai pas de résumer la matière du rapport dans la présente déclaration mais il existe deux questions sur lesquelles vous désirez, j'en suis sûr, que je formule des observations sans attendre le dépôt de ce document. La première a trait à la politique générale du Canada à l'égard des Nations Unies et la seconde, à la Palestine.

Le Gouvernement a indiqué à maintes reprises que la sécurité collective, grâce aux soins d'un organisme international efficace, constituait un but primordial de notre politique extérieure. Notre ligne de conduite n'a pas changé. Nous savons parfaitement, cependant, que les Nations Unies ne suffisent pas, à l'heure actuelle, à assurer aux diverses nations la sécurité qu'elles désirent. Il faut envisager les réalités de la situation et il est possible de résumer très brièvement la manière de voir du Gouvernement à cet égard.

Tout d'abord, nous ne favoriserons ni n'aprouverons aucun geste qui pourrait à l'heure

actuelle fournir à un Etat une excuse légitime,—je souligne le mot "légitime",—de se retirer des Nations Unies. Par contre, nous ne nous abstenons d'aucun acte que nous savons approprié, pour la simple raison qu'il déplaît à certains membres de l'Organisation des Nations Unies. Nous continuerons d'apporter notre entière collaboration aux efforts pratiques visant à faire de l'Organisation l'instrument de sécurité et de collaboration qu'on en voulait faire à l'origine et, pour l'heure, nous continuerons d'utiliser pleinement les moyens d'action qu'elle nous fournit présentement.

Nous nous opposerons aussi à toute exigence qui, pour le moment, serait disproportionnée aux ressources des Nations Unies. C'est ainsi que l'Organisation ne doit pas tenter d'assumer, dans diverses parties du monde, des obligations, en matière d'administration ou de police, avant qu'on lui ait fourni les moyens nécessaires de s'en acquitter.

Nous devons également nous rendre compte qu'en ce moment l'efficacité de l'Organisation est sensiblement restreinte par les divisions qui se sont élevées entre les pays de l'Europe orientale et les autres nations de l'univers. Tant que les questions qui paraissent diviser le monde n'auront pas été réglées dans une certaine mesure, il ne faudra pas trop attendre de l'Organisation telle qu'elle est constituée actuellement. Personne ne peut, par exemple, escompter que ses rouages permettront de résoudre des problèmes à l'égard desquels les deux plus puissantes nations du monde peuvent avoir des vues diamétralement opposées et inconciliables.

Au cours des deux dernières années, notre foi a été assez fortement ébranlée dans l'Organisation des Nations Unies en tant qu'organisme efficace pour le maintien de la paix et de la sécurité. Mais ce qui n'a pas ébranlé, c'est notre résolution d'en faire, ou de réaliser dans ses cadres, un organisme efficace en vue de ces fins. Nous n'avons pas non plus perdu un seul instant la confiance que nous pourrions y réussir. Il est donc important de maintenir l'Organisation des Nations Unies et de tirer autant que possible parti de l'extrême vitalité que, en dépit de ces divergences d'opinions, elle a manifestée. Il y a, par exemple, des questions comme le conflit relatif au Cachemire, que je viens de mentionner, et les troubles survenus en Indonésie, qui n'entrent pas immédiatement dans la sphère du conflit entre les Etats de l'Europe orientale et le reste du monde, où les rouages des Nations Unies ont joué très efficacement.

Notre empressement à briguer l'élection au Conseil de sécurité en septembre dernier